

Sommaire :

Editorial

Politique :

Démocratie et divisions.....page 2

Economie :

Montebourg et ses frasques.....page 3

"Notre Dame des Landes, criez pour nous !".....page 4

Histoire :

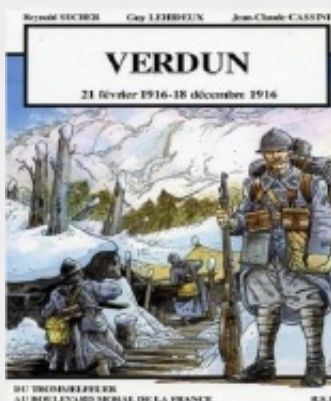
A la découverte d'Arthur de la Borderie.....page 5

Social :

Le Dictionnaire des écoliers contre les idéologies modernes.....page 6

Du Meutre légalisé au meutre remboursé par l'Etat.....page 7 et 8

Le livre du Mois



Gouverner, c'est prévoir !

Jamais la formule consacrée d'Emile Girardin n'aura paru aussi utopique que ces six derniers mois. L'art de gouverner n'est certes pas aisé, mais rares sont les gouvernements républicains qui s'y sont autant cassé les dents : couacs en série, saillies ministérielles et porte-à-faux à gogo, rejet sénatorial du Projet de Loi des Finances pour l'année 2013 et, pour couronner le tout, de multiples et magnifiques pas de deux sur la quasi-totalité des sujets essentiels (35 heures, objection de conscience des élus, Florange, etc...).

A l'évidence, les revers sont aussi nombreux que les réformes sont rares : quelques aménagements de loi faits en grandes pompes (retraites à 60 ans par exemple) et de rares initiatives scolaires closent la liste bien trop courte des réformes engagées. Comme en réponse à cette apparente inaction, les mauvaises nouvelles pleuvent quotidiennement : hausse du chômage, dégradation de la note française par Moody's, menaces de récession par la Banque de France, mobilisations massives et légitime contestation du Projet de Loi « *Pour le Mariage pour tous* ».

D'ailleurs, l'ubuesque épopée de l'UMP laissant le champ libre aux réformes socialistes, l'actuelle inertie socialiste ne fait que souligner encore davantage la pitoyable situation politique de notre

pays. Si elle peut paraître salutaire au vu de l'idéologie nihiliste qui se dégage des promesses socialistes, cette inertie fait néanmoins entrevoir les grandes difficultés futures pour le peuple français, la situation économique n'ayant guère d'embellies en vue.

Parce que la prévision est intrinsèque au bon gouvernement d'un pays, celui-ci ne peut se charger d'ambitieux et d'incapables, d'apathiques et de poltrons : il a besoin de constance, de courage, d'intelligence, d'objectivité et surtout de clairvoyance, vertus impossibles au sein d'un système partisan et idéologique. **C'est pour cela que notre combat a du sens, c'est pour ces raisons que le Royalisme apparaît comme une force d'avenir : sorti du système électoraliste républicain, constant dans sa charge et soucieux du Bien Commun, le Roi apparaît comme le seul et unique véritable garant d'un bon gouvernement national.**

N'ayons donc cesse de répéter cet appel à qui veut l'entendre: Pour que vive la France, Vive le Roi !

Démocratie et divisions...

Il n'est pas une seule journée où, des confins de l'Ardèche aux doux paysages bretons, les louanges du système démocratique ne s'entendent. Paradigme politique mais également référentiel social, le rêve démocratique semble donc devoir s'appliquer à tous les niveaux de l'édifice national, devant garantir pertinence et pérennité aux yeux des observateurs les plus sceptiques. D'ailleurs, gare à l'outrecuidant qui oserait, par mégarde ou infâme tromperie, franchir le Rubicon : hors de la démocratie, point de salut ! Que les tyrans soient prévenus...



Esprit de parti

Un minimum de cohérence devant soutenir les emphases politiciennes, aucun parti républicain ne saurait souffrir de ne pas appliquer les sacro-saints principes démocratiques en interne. PS et UMP en tête, les ténors s'y sont donc adonnés cette année, choisissant tour à tour leur « poulain » et essayant avec peine de feindre une quelconque unité, histoire d'oublier les multiples phrases assassines distillées pendant les campagnes internes...

En effet, qui a pu oublier cette magnifique sortie, très actuelle au demeurant, de Ségolène Royal sur l'actuel président Hollande : « *Le point faible de François Hollande, c'est l'inaction. Est-ce que les Français peuvent citer une seule chose qu'il aurait réalisée en trente ans de vie politique ? Une seule* »

L'UMP n'est pas en reste bien évidemment, le couple Copé-Fillon ayant eu à cœur d'égrener à leur tour leur petit chapelet de saillies infantiles. Estrosi lui-même n'a-t-il pas dit que « *Jean-François Copé était déjà dans les petites phrases un mois et demi à l'avance* » ? L'unité au sein du parti ne peut dès lors qu'apparaître factice, surfaite et hypocrite. Georges Bernanos lui-même écrivait que « *Les démocraties ne peuvent pas plus se passer d'être hypocrites que les dictatures d'être cyniques* »...

Division démocratique

Car voilà bien la principale leçon à tirer des élections internes de l'UMP : la démocratie n'est pas intrinsèquement pertinente, et peut même, appliquée à outrance et sans réflexion, détruire ou tout du moins fragiliser les édifices qu'elle est censé protéger.

Appliquée à la première magistrature nationale, elle la fragilise durablement, rendant l'exécutif vacant et catalysant ainsi les haines et les divisions. A tous les étages politiques, cette division se retrouve de la même manière, constante et à peine voilée, et la simple lecture de quelques bons ouvrages historiques le prouve : dans l'Histoire de deux peuples, Jacques Bainville expliquait comment, en maintenant l'élection à la plus haute magistrature de l'Empire Allemand, les français et leurs alliés avaient su fragilisé l'Allemagne pour s'en protéger.

A l'heure où l'Histoire est clouée au pilori de la bienpensance et de l'idiotie politique, ces importantes leçons tombent malheureusement dans l'oubli et laissent leur place à l'idéologie et aux dogmes. Georges Sorel écrivait, dans son ouvrage *Réflexions sur la Violence*, « *L'Histoire de la démocratie nous offre une combinaison bien remarquable d'utopies et de mythes* »... **Tous les efforts de l'actuelle république ne se fondent pas dans l'amélioration de cet état de fait démocratique mais dans la négation systématique, idéologique voire pénale, de toute remise en cause de ce même état. En sachant pertinemment l'impasse politique de cette attitude dramatique.**

Montebourg et ses frasques...

Dire que l'actuel Ministre du Redressement Productif essuie quotidiennement les plâtres de son affligeante incompétence se révèle être un doux euphémisme.... S'il ne faisait qu'offrir son corps en marinière pour un coup de pub dans l'eau, il ne ferait qu'user davantage les zygomatiques des français, blasés par les récurrentes idioties de ministres en mal de popularité. Mais Montebourg, loin de s'arrêter aux quolibets et critiques populaires, s'est récemment fendu d'une saillie bien plus dramatique en s'élançant, armé d'une éphémère vertu économique, contre l'industriel Mittal.



Comme Don Quichotte et ses moulins, Montebourg s'est donc attelé aux « mensonges » de Mr Mittal et tenté, par un bluff à peine crédible et maladroit, de sauver les emplois des Hauts Fourneaux de Florange en menaçant l'industriel de « *nationalisation temporaire* » de l'usine : « *Nous ne voulons plus de Mittal en France parce qu'ils n'ont pas respecté la France* ». Or, les conséquences de cette sortie ministérielle peuvent être dramatiques : ArcelorMittal emploie directement plus de 20 000 personnes dans l'Hexagone, sans compter les emplois des sous-traitants qui seraient irrémédiablement touchés en cas de fermetures massives.

Cette hypothèse reste exceptionnelle et peu probable, compte tenu de la place prépondérante de la France dans la stratégie marketing du groupe sidérurgique. Mais qu'importe : si Montebourg n'a pas forcément tort sur le fond du problème, il pêche par trois inexcusables fautes économiques et politiques.

La première faute, économique, de Mr Montebourg repose sur ***l'invective sans réflexion des méthodes industrielles de la famille Mittal***, celles-ci n'étant que la partie la plus saillante de l'actuelle chrématistique capitaliste. Simple ministre d'un Etat inféodé à une Europe libéraliste, Montebourg et sa cabriolette n'y pourront assurément rien, à moins d'être soutenu par une réelle volonté présidentielle et gouvernementale. Or là, et Montebourg aurait dû le savoir, le commandant Hollande n'a qu'apathie et indécision en guise de commandes de bord...

La seconde faute économique de Mr Montebourg se trouve tout simplement dans ***la forme même de l'invective, sans diplomatie***. Si la colère peut apparaître légitime face à un mépris aussi patenté du sort ouvrier, elle ne peut qu'être mauvaise conseillère quand, dans la bouche d'un Ministre d'Etat, elle pousse à l'opposition virulente et stérile avec des pointures du secteur industriel, déjà malmené par le contexte économique. L'Etat a besoin de bâtir une véritable relation avec les industriels français car, comme le disait Louis Gallois dans les premières lignes de son rapport, « *Il ne peut y avoir d'économie forte sans industrie forte* ».

Enfin, la dernière faute de Mr Montebourg revêt une dimension internationale : quelle crédibilité peut-on apporter à l'appel français vers les investisseurs étrangers quand, simultanément, l'Etat fustige la gestion financière de ces mêmes investisseurs ? Bien évidemment, aucune. Et rien ne sert de se voiler la face : même la future campagne de publicité sur la compétitivité de la France par Publicis, récemment choisi par le SIG (Service d'Information du Gouvernement), n'arrivera pas à faire oublier ce faux pas Montebourgien.

Il était évident que le socialisme français ne passerait que difficilement dans le cadre libéral européen : ***le franc-tireur Montebourg a donc servi de fusible au gouvernement Hollande, son impétuosité irréfléchie apportant l'illusion courageuse à un gouvernement qui en manque terriblement.***

"Notre Dame des Landes, criez pour nous !" par Jean-Philippe Chauvin

Ainsi, l'aéroport du Grand Ouest annoncé par M. Ayrault pour les années prochaines voit sa construction retardée d'au moins six mois, « le temps de calmer les esprits » aux dires d'un gouvernement fort peu à l'aise sur ce dossier mal ficelé par son actuel premier ministre et ses amis, socialistes et vincistes de Loire-Atlantique...



En fait, ce n'est évidemment pas M. Ayrault (« Grisemine » pour les intimes) qui a pris cette décision d'arrêter les frais et de créer une « commission de dialogue », mais bien M. Hollande, furieux des images politiquement dévastatrices de canon à eau contre la manifestation nantaise, manifestation très « familiale » et ayant peu en commun, dans le style, avec les échauffourées de Notre-Dame-des-Landes : le président a compris que son gouvernement avait perdu la bataille de la communication et sans doute se dit-il que, désormais, il a un bien encombrant premier ministre ! Notre-Dame-des-Landes devient, et sans jeu de mots facile, un véritable calvaire pour un Pouvoir déjà débordé de tous les côtés par les mauvaises nouvelles, qu'elles soient économiques ou sociales, et ce malgré l'absence d'opposition crédible et organisée à sa politique.

Dans ce naufrage, une autre victime : Delphine Batho, ministre de l'écologie et apologiste acharnée de la construction d'un aéroport pourtant si destructeur de l'environnement et si dangereux pour la qualité des eaux de toute la région nantaise, celle-là même qui, quelques heures avant la reculade, sans doute provisoire mais bien réelle, du Pouvoir socialiste signait une tribune pro-aéroport qui, au regard des tristes arguments avancés, la déconsidère à tout jamais aux yeux des défenseurs de l'environnement...

Il va lui être difficile désormais d'apparaître comme une interlocutrice valable pour les associations écologistes ou environnementalistes alors que s'ouvrent ces jours prochains les discussions sur « la transition énergétique » ! Son image est durablement ternie et il est peu probable qu'elle puisse retrouver crédit près de l'opinion publique qui attendait d'elle, sans doute, un autre discours ou, au moins, une volonté de dialogue dont elle n'a guère fait montre en cette affaire. D'ailleurs, elle est aujourd'hui totalement ignorée des adversaires de l'aéroport et son ministère n'a aucune crédibilité ni visibilité aux yeux des Français. Dans la rame de métro qui me ramenait à Boulogne-Billancourt l'autre jour, une affichette parlait de « crash démocratique » à propos de « l'Ayrault-port » : à côté, une main facétieuse mais amie, avait inscrit « Notre-Dame-des-Landes, criez pour nous » et signé d'un sacré-cœur chouan cette formule originale...

Il est vrai que, quand on voit les images du bocage promis à la destruction, on comprend mieux comment les Vendéens et les chouans de Bretagne et Mayenne ont pu livrer une guerre de partisans contre l'Etat républicain, ceux que l'on nommait alors « les Bleus », avec un certain succès même s'il ne fut que temporaire.

La contestation actuelle, si elle se pare souvent –mais pas seulement, heureusement– des couleurs de l'anarchie ou d'une certaine extrême-gauche, se rapporte plus, néanmoins, à cette guérilla initiée par Charrette et par Cathelineau, ceux-là mêmes qui osèrent s'opposer à une République qui, aujourd'hui encore, n'a pas renoncé à se faire répressive pour arriver ses fins, fussent-elles économiquement et écologiquement absurdes ! Le bocage nantais reste bien risqué pour un gouvernement de la République, semble-t-il... et c'est tant mieux !

A la découverte d'Artur de la Borderie



L'Histoire de la Bretagne, si vaste et si dense, connu de nombreux chantres au fil de l'Histoire, de Michel de Mauny à Léon Fleuriot en passant par Job de Roince et tant d'autres. Parmi toutes ces éminentes figures de l'historiographie bretonne, Arthur de la Borderie fait figure d'atypique précurseur et reste aux yeux de tous comme le « *père de l'historiographie bretonne* », notamment par son monumental ouvrage en six tomes Histoire de la Bretagne.

Né à Vitré (35) en 1827, Louis-Arthur Le Moyne de la Borderie s'inscrit parfaitement dans son siècle, grandissant dans une famille bourgeoise aisée et s'intéressant rapidement à l'Histoire grâce aux cours du grand historien breton Julien-Marie le Huërou au Collège Royal de Rennes. Suivant à regret le souhait de son père en étudiant le droit à Rennes, il devient notaire et rentre par la suite à l'Ecole des Chartes dont il sortira premier en 1852. Très influencé par le positivisme et l'étude scientifique de l'Histoire, Arthur de la Borderie pourra s'adonner dès 1853 à une étude approfondie des textes anciens, et notamment sur « *le Trésor Ducal* », aux Archives Départementales de Nantes.

Dès lors, il n'aura de cesse de s'investir dans diverses associations et publications pour témoigner son attachement à la Bretagne Historique, se voulant chantre de l'ancienne Patrie bretonne tout en restant fermement attaché à la Grande Patrie Française : membre fondateur de la Société archéologique et historique d'Ille et Vilaine dont il est le président de 1863 à 1890, directeur de

la Revue Historique de Bretagne et de Vendée de 1867 à 1900, principal acteur de la reformation de l'Association Bretonne en 1873, etc...

Tous ces points n'en font pas oublier l'engagement politique monarchiste d'Arthur de la Borderie. Farouchement opposé au Second Empire comme aux principes républicains, il s'engage en politique et devient Conseiller Général d'Ille et Vilaine de 1864 à 1871, puis député de Vitré jusqu'en 1876. Pendant cette période, il fut le rapporteur de l'enquête parlementaire sur le désastre de Conlie, où des centaines de soldats bretons furent abandonnés dans des conditions inhumaines par la république en 1871.

Ne se représentant plus en 1876 suite à l'avènement de la III République, il commence alors à entamer la publication de nombreux ouvrages (dont le fameux *Louis de la Trémoille* en 1877, premier d'une longue série), et se voit confier un cours libre à la faculté de lettres de Rennes entre 1890 et 1894. Elu en 1889 à l'Académie des Inscriptions et des Belles lettres, il continuera à publier quasi-annuellement des ouvrages historiques jusqu'à sa mort, le 27 février 1901.

Si la méthodologie historique du « *père de l'historiographie bretonne* » est actuellement critiquée par les historiens, tous saluent « *l'intellectuel d'une ampleur indiscutable* ». Et aujourd'hui, il n'y a pas à hésiter à le faire découvrir aux jeunes générations, tant la lecture attentive de l'Histoire de la Bretagne d'Arthur de la Borderie peut être source de leçons historiques et, pourquoi pas, politiques pour notre société moderne.

Le Dictionnaire des écoliers contre les nouvelles idéologies modernes

Si nos actuels gouvernants préfèrent largement opter pour une formation contre les méfaits et dangers du sexisme plutôt que sur l'art de la gouvernance ou des théories économiques, ce n'est pas par simple altruisme, mais bien pour souligner implicitement le véritable poids des lobbys antisexistes dans la politique de notre pays.



« *L'ABCD de l'égalité* », programme récemment lancé par le Ministre de l'Education Nationale et le Ministre du Droit des femmes (sic !) Najat Vallaut-Belkacem, n'est au fond qu'un exemple de plus corroborant l'hypothèse de plus en plus réaliste que l'exécutif républicain n'est aujourd'hui plus qu'une marionnette affligeante, virevoltant au son des lobbys égalitaristes et nihilistes.

Première victime malheureuse de la lutte contre le sexisme, grand thème de la rentrée scolaire 2013 : le Dictionnaire des écoliers, lancé en 2010 par le Centre National de Recherche Pédagogique (CNRP) qui recueille plus de 17000 définitions écrites et illustrées par des élèves de la grande section au CM2.

Mais l'outrecuidant Dictionnaire a eu l'audace de laisser passer l'impensable, l'inimaginable dans une société moderne... Pensez donc ! Voici les propos exacts du méfait, relevé au mot « Père » : « ***C'est le mari de la maman, sans lui la maman ne pourrait pas avoir d'enfant. C'est le chef de famille parce qu'il protège ses enfants et sa femme. On dit aussi papa.*** »

Choquant évidemment... Mais choquant de bon sens. Et c'est ce bon sens, cette belle logique enfantine qui ne saurait souffrir de fioritures idéologiques, que le rouleau-compresseur gouvernemental ne peut supporter et s'apprête à écraser de toutes ses forces. Pour avoir rappelé que les enfants naissent au sein du mariage entre un homme et une femme, que le premier devoir d'un homme reste de protéger sa famille et de veiller sur elle, ce Dictionnaire finira aux oubliettes de la bienpensance, condamné pour avoir laissé passer un relent de bon sens au sein d'une société où le nihilisme idéologique fait loi.

Aujourd'hui, les jeunes français viennent de faire un magnifique pied de nez à une classe médiatico-politique adepte du Gender, refusant avec l'ingénuité et la spontanéité de la jeunesse la bêtise des soixantards patentés. L'adage disait donc vrai : « *La Vérité sort de la bouche des enfants* »... Encore faut-il avoir le courage de savoir l'écouter.

Du meurtre légalisé au meurtre remboursé par l'Etat par Krespall

Il est reconnu de tous que le livre le plus lu au monde, ce même livre qui reste à l'origine de notre culture occidentale, si ce n'est de notre notion de justice et de notre notion de droit, se trouve être la Bible. L'Ancien Testament, que l'on estime dater des VII – VIèmes siècles avant J.C., est riche en enseignements, y compris pour le lecteur d'aujourd'hui, et il est fort regrettable de mettre de côté,

dans une logique purement laïque, l'étude de ce texte du moins dans une lecture philosophique, même si appréhender ce texte sans (re)connaissance de la culture judéo-chrétienne revient à ignorer son essence-même.



Un passage de l'Exode (23, 1) nous enseigne la justice et les devoirs de l'homme envers ses ennemis. Des devoirs qui se veulent moraux, bien évidemment, puisque voici ce que le lecteur peut lire : *« Tu ne colporteras pas de fausses rumeurs. Tu ne prêteras pas la main au méchant en témoignant injustement. Tu ne prendras pas le parti du plus grand nombre pour commettre le mal, ni ne témoigneras dans un procès en suivant le plus grand nombre pour faire dévier le droit, ni ne favorisera le miséreux dans son procès. »*

Le passage que nous avons jugé bon de souligner nous met en garde quant à la tyrannie du nombre, qui aujourd'hui semble inhérente au bon fonctionnement d'une démocratie pure. Tant que le plus grand nombre agit au nom du bonheur commun, il n'est pas interdit de le suivre, mais au moment où il dévie, il faut savoir éviter les mouvements de foule, sortir du lot pour dire non. L'on se demandera ce que veut signifier le terme « mal » ici.

Plus loin dans l'Exode, le terme est plus ou moins explicité avec le décalogue, et tout le monde connaît le fameux *« Tu ne tueras point. »*

N'importe qui vous dira que commettre un meurtre est un crime qui doit être puni. Dans certaines contrées, ce crime est lui-même puni de mort, chez nous, il est puni de prison ferme. Tuer revient donc à faire le mal, ce fameux mal qui est condamné un peu plus haut. Il existe cependant, en France et ailleurs dans le monde, un meurtre qui reste impuni, une action meurtrière, soutenue par le plus grand nombre, soutenue par l'Etat lui-même, un meurtre commis méthodiquement : le meurtre de l'être en devenir.

L'IVG, vulgairement connu sous le nom d'avortement, revient objectivement à commettre un meurtre et il est d'autant plus étrange que ce crime soit mis en pratique par des médecins et des chirurgiens, bref, par des scientifiques. Pourquoi ?

Le monde de la science, actuellement tourné vers Mars ou vers les exoplanètes à la recherche d'un signe de vie extra-terrestre, n'est jamais parti, du moins dans un premier temps, à la recherche d'êtres-vivants en tant que tels. Les êtres pluricellulaires, étant déjà une forme de vie évoluée, ne sont pas l'objet des recherches scientifiques martiennes. Une forme de vie animale ou intelligente aurait déjà été retrouvée sans problème, au vu de la proximité que nous avons avec cet astre fascinant. Les recherches et les études se bornent donc à la recherche d'êtres unicellulaires, selon l'idée qu'une seule et unique cellule se trouve être une forme de vie.

Le meurtre étant l'action d'ôter volontairement la vie, détruire cette minuscule cellule reviendrait à en commettre un. Alors pourquoi considérer l'être pluricellulaire qui se développe lentement dans le ventre d'une femme comme quelque chose à qui l'on peut volontairement ôter la vie, sans considérer cette action comme un meurtre ? L'être en devenir est alors réifié, considéré comme une vie qui ne compte pas. Mais en quel honneur ne compte-t-elle pas ? Alors que des cellules extra-terrestres sont recherchées, alors que ces cellules-là comptent, il y en aurait d'autres qui ne compteraient pas ? Comment la communauté scientifique peut-elle prétendre rechercher et préserver la vie alors qu'elle l'ignore et la détruit ?

Ces meurtres, légalisés, sont à présent en passe de devenir des meurtres financés par l'Etat français. Il ne s'agit pas, pour s'opposer à l'avortement, d'être Chrétien, ou Musulman, ou Juif, il ne s'agit pas de porter une quelconque étiquette, il s'agit simplement d'avoir du bon sens et de savoir reconnaître la vie là où elle est. Il s'agit simplement de s'opposer au crime odieux qu'est le meurtre. N'oublions pas qu'un meurtre méthodique, systématisé et légalisé s'apparente au génocide, même si le nombre – ce « tyran stupide » – tend à vouloir nous faire avaler le parfait contraire.

« Tu ne prendras pas le parti du plus grand nombre pour commettre le mal. »

Exode, 23, 1

Participez au développement de PRO !

Comme vous le savez, Prospectives Royalistes de l'Ouest est un journal gratuit, diffusé sur Internet et notamment par mails. Dès lors, nous ne vous demandons pas de soutien financier, mais bien de participer au développement de ce journal par quelques actions très simples :

- **Envoyez ce journal à vos amis** : très simple, il suffit de nous envoyer à cette adresse (urbvm@hotmail.fr) les adresses de vos amis ou collègues pour qu'ils reçoivent gratuitement et sans engagement notre journal. C'est simple, gratuit et ça aide notre cause royale !

- **Imprimez ce journal et le laissez en évidence dans les endroits publics** : Un peu plus coûteux, mais qu'est que quelques impressions de nos jours ? Diffusez nos idées royalistes, montrez la pertinence de notre pensée par ces quelques articles d'actualité !

- **Partagez le sur les réseaux sociaux** : on ne rappellera jamais assez la puissance des réseaux sociaux, surtout dans la diffusion d'idées "Politiquement Incorrectes" comme les nôtres. Et ce geste ne vous prend qu'une seconde, le temps de dire "j'aime"...

- **Amis webmasters, ce journal est vôtre** : reprenez les articles, diffusez les, partagez les, commentez les. La seule demande que nous vous adressons est de citer notre journal et de mettre en lien la page de téléchargement. Aidez nous à faire entendre la voix royaliste, à l'heure où notre belle Nation française se meurt sous les coups de butoirs de l'individualisme et l'arrivisme républicains.

Et pour que vive la France, Vive le Roi !